Sciences sociales d'ici et mondes d'ailleurs : Quels mots, quels découpages, quelles transformations ? Journée de la Fédération Suds, 4 juin 2014, INALCO.

Au de-là de la dichotomie urbain/rural.

Pour une déconstruction des modèles d'analyse de l'urbanisation dans les pays très peuplés

Sylvie Fanchette, CEPED/IRD

Contrairement à la plupart des autres variables définissant le statut socio-économique (le bienêtre économique, la participation au marché du travail), les catégories utilisées pour définir la nature du lieu de collecte des données de recensement et des enquêtes restent rudimentaire. La dichotomie ville-campagne est officiellement reconnue par les États comme un discriminateur des comportements démographiques.

La mesure de l'urbanité d'une agglomération date d'un demi siècle et a subi des modifications mineures depuis lors. En revanche, aucune avancée notable n'a été faite pour qualifier la ruralité d'une agglomération : est rurale toute agglomération non urbaine. Même si ces catégories ont été vivement critiquées au sein de l'ONU comme étant trop simplistes, avec la mondialisation et le renforcement du rôle des villes comme moteur du développement économique, ces systèmes de classification sont maintenant largement acceptés sans question.

Toutefois, en raison des grandes différences de systèmes de peuplement dans le monde et du rôle varié attribué aux villes, il n'est pas possible d'appliquer une définition uniforme. Malgré ce manque d'uniformité dans les définitions, la dichotomie urbain-rural continue de dominer la déclaration de l'ONU sur l'urbanisation. À un taux d'urbanisation élevé, on associe généralement un niveau élevé de développement : avec la croissance de l'urbanisation la part de l'emploi agricole baisse et donc le PIB par tête augmente, les activités non-agricoles apportant des revenus plus élevés. L'idée entretenue est que l'agriculture est l'activité principale de la population vivant dans le monde rural et que l'exode rural est un des moteurs principal de l'urbanisation. Cette vision pro-urbaine qui promeut la ville comme le moteur du développement a été en revanche contrebalancée pendant plusieurs décennies par des politiques anti-urbaines dans les pays communistes (Chine, Vietnam) ou des pays très peuplés promouvant le développement rural comme moteur du développement économique (Inde, Egypte). L'attribution du statut urbain a été très restrictive. C'est une vision très politique de l'urbanisation qui y est promue, la ville ayant principalement une fonction administrative.

1. Des définitions de l'urbain très variées selon les pays et ne correspondant pas aux systèmes de peuplement

La division urbain/rural a été adoptée par les Nations Unies à la fin des années 1940 pour

produire des statistiques officielles sur les tendances de l'urbanisation au niveau mondial et effectuer des projections (Champion & Hugo, 2004). En 2008 l'ONU annonce que le taux d'urbanisation de 50% a été dépassé au niveau mondial.

L'Asie parait peu urbanisée au regard des autres continents (42 %) en 2010 - et à peine plus que l'Afrique (39,2%) - contre 82 % pour l'Amérique du Nord, 78,2% pour l'Amérique Latine et 72,7% pour l'Europe.

Pourtant ces chiffres agrègent des données recueillies auprès de pays qui utilisent des définitions très différentes pour qualifier l'urbain.

Une variété de critères est utilisée pour distinguer les localités urbaines et rurales :

- L'agrégat : Les zones d'habitat continu sont délimitées puis traduites en termes d'unités administratives. Les critères de distance entre les habitations, de superficie ou de population minimale permettent de définir un noyau d'habitat élémentaire ou agrégat bâti élémentaire.
- Seuil de population et de densité: II confère au noyau d'habitat son caractère urbain. Au sein de l'Europe ces seuils sont très variés (il est de 10 000 habitants en Grèce, en Espagne, en Italie, 2000 en France, 1000 en Angleterre et au Pays de Galles, 500 en Ecosse, 200 au Danemark).
- Critères économiques et fonctionnels : Certaines délimitations de l'urbain, du périurbain, du rural privilégient la fonction économique en considérant la fonction dominante de l'agglomération, l'intensité des relations entre lieu de travail et lieu de résidence.
- Statut administratif : Plusieurs pays introduisent la notion d'urbain dans l'appellation de leurs unités administratives. En Egypte et au Vietnam, les villes sont généralement des chefs-lieux de provinces ou de district.

En Inde, en Egypte ou au Vietnam, pays aux densités de population très élevées, plusieurs critères sont pris en compte : un seuil (entre 4.000 et 5.000 hab.), des densités (2000 hab/km2), les caractéristiques économiques (part de la population active dans activités non-agricoles (entre 65% et 75%).

Ces définitions ne rendent pas compte de la réalité des systèmes de peuplement. En effet, un phénomène spécifique à l'Asie, mais aussi à l'Égypte, est que leurs fortes densités de populations ne sont pas liées à des taux d'urbanisation élevés. La Chine, l'Inde et le Vietnam ont des taux d'urbanisation moyens de 52%, 31%, 30% respectivement, qui ne correspondent pas aux systèmes de peuplement très denses. Malgré des définitions basées sur les seuils de population, et des critères économiques et fonctionnels, dans les faits l'attribution du statut urbain est très politique. En Egypte et au Vietnam, à quelques exceptions près, seuls les chefs-lieux d'unités administratives sont urbains.

Si l'Asie connaît les densités de population moyenne les plus élevées au monde en 2011 (135 habitants/km², contre 37 en Afrique et 32 en Europe, selon l'INSEE), en revanche leur distribution est très inégale. Certaines régions de Chine, d'Inde, d'Indonésie et de la péninsule indochinoise, ainsi que le Bangladesh, dépassent les 1000 habitants/km², tandis que les zones

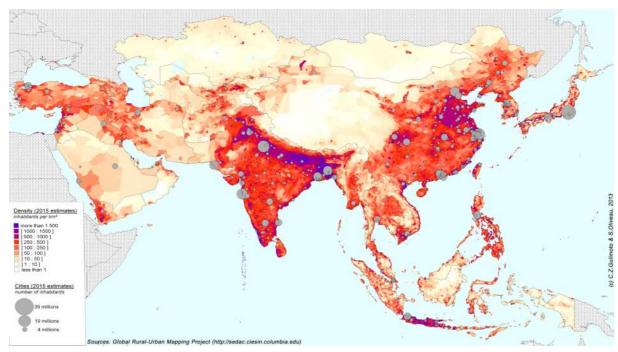


Figure n°1: Les densités de population en Asie en 2000 (Guilmoto & Oliveau, 2014)

désertiques ou montagneuses (Mongolie, Kazakhstan) sont vides d'homme.Les taux d'urbanisation élevés se trouvent en généralement dans les zones aux densités de population plus faibles.

	Taux	Population 2010	Densités de	Taux
	d'urbanisation	(000)s	Population	d'accroissement
			(hab./km2)	2005-2010
Asie	44,4	4.165.440	130,5	1,03
Asie Sud	32,2	2.398.180	274,7	1,29
Asie Sud-Ouest	67,4	373.006	48	1,88
Bangladesh	27,9	151.125	1049	1,19
Inde	30,9	1.205.625	366,8	1,24
Turquie	70,5	72.138	92,1	1,22
Kazakhstan	53,7	15.921	5,8	1,04
Mongolie	67,6	3.226	1,49	1,7
Monde	51,6	6.916.183	50,6	1,15

Densités de population et taux d'urbanisation en Asie

Sources d'après Guilmoto & Oliveau, 2014 :

- · Population and density: World Population Prospects: The 2012 Revision.
- · Urbanization: World Urbanization Prospects: The 2011 Revision

Le cas de l'Inde est caractéristique de ce paradoxe : les zones les plus densément peuplées le long de la vallée du Gange au nord-est et dans le Kerala au Sud-ouest sont les moins urbanisées selon les statistiques officielles.

Cela pose donc la question de savoir comment définir et mesurer les zones à fort peuplement à travers les statistiques, la dichotomie urbain/rural telle qu'elle est déterminée n'étant pas adéquate.

Par ailleurs, avec l'extension et la complexité des processus d'urbanisation (urbanisation des espaces, des modes de vie) et des mobilités, on ne note dorénavant plus une opposition marquée ville/campagne au sens propre du terme, et une opposition entre types de répartition du peuplement fondés sur la densité de la population, mais une opposition entre :

- les espaces urbanisés et les espaces peu urbanisés ;
- les espaces dotés d'infrastructures urbaines (assainissement, trame viaire hiérarchisée), de normes de construction urbaine et de gestion foncière, relevant de la décision de l'État, et des espaces peu dotés et « sans qualité » ;

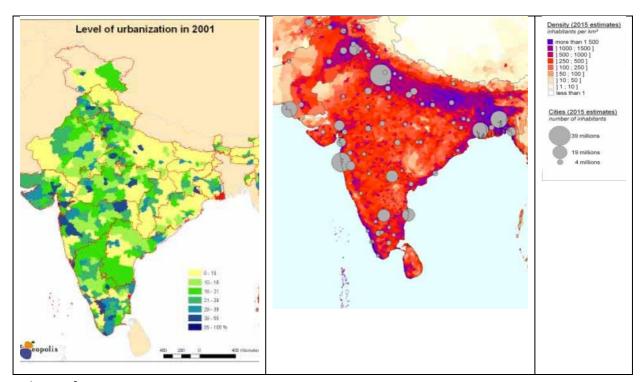


Figure n° 2: Taux d'urbanisation en 2001 et niveaux de densités de population pour 2015 en Inde

- un réseau urbain composé d'une armature de villes de tailles variées qui structure le territoire et marque la présence de l'État, et un réseau de petits pôles économiques qui fonctionnent en dehors de ce réseau, avec ses propres normes, ses logiques économiques et ses réseaux d'acteurs. Dans les régions très peuplées d'Asie et d'Égypte, ces petits pôles offrent des emplois nombreux, polarisent des migrants et diffusent dans leur environnement des modes de vie, de consommation de type urbain, dans le sens où ils répondent à des logiques monétaires... Le rôle de l'État dans la création d'un espace public différencie ces deux types d'agglomérations.

2. Pourquoi rechercher de nouvelles façons de catégoriser les systèmes de peuplement en dehors de la dichotomie urbain/rural?

Dans certains pays très peuplés d'Asie ou en Égypte, la définition très restrictive de l'urbain maintient dans le statut rural de nombreuses localités de très grande taille (10.000 habitants), alors qu'ils possèdent des caractéristiques urbaines (activités économiques non-agricoles, taux de croissance de leur population élevé, différenciations sociales et mobilités spatiales et professionnelles croissantes, des densités résidentielles élevées, fonction de polarisation avec les hameaux voisins). Un processus d'urbanisation in-situ est à l'œuvre et ces localités jouent un rôle de filtre contre l'exode-rural. On ne peut les étudier que si on les distingue des autres localités rurales par une étude à l'échelle des communes.

1. raison administrative:

La non adéquation des catégories urbain/rural pour définir les unités de peuplement dans les régions très peuplées crée des dysfonctionnements dans leur mode de gestion. Le statut rural ne permet pas accompagner les grosses localités en matière d'équipement, de contrôle foncier (notamment l'étalement urbain qui absorbe une part croissance des terres agricoles les plus riches) et d'appui aux développement local (industrie, artisanat, commerce) fortement demandeur d'espaces pour s'élargir. Une urbanisation « sans qualité » se développe avec des risques environnementaux et sociaux importants. La consommation illégale des terres agricoles pour la construction de logements ou d'ateliers, voire la spéculation, met en péril l'agriculture et l'autosuffisance alimentaire des plus démunis.

Toutefois, ces grosses localités rurales possèdent des avantages liés à leur taille, en terme d'économies d'échelles, (marché de consommation et d'emploi), mais aussi ceux liés à leur statut rural en matière de législation, de normes de production moins strictes, de moindre coût du foncier et de cohésion sociale de la population villageoise, susceptibles d'être des moteurs économiques pour les secteurs comme l'industrie.

La généralisation de l'urbanisation linéaire, la taille élevée des conurbations dont les éléments internes (hameaux, villages, bourgs et centres urbains) restent bien identifiés spatialement et, en même temps, le débordement urbain sur les marges rurales ne sont pas observables sur le plan administratif. Un certain nombre de décalages s'observent ainsi entre les espaces administratifs servant de référence à l'élaboration de la politique d'aménagement du territoire et les espaces agglomérés.

En revanche, les grandes villes mondialisées accumulent les services et les équipements qui les relient au reste du Monde, sans relais sur le propre territoire qu'elles contrôlent et elles apparaissent suréquipées par comparaison avec le reste du système de villes national qu'elles commandent (Moriconi-Ebrard, Denis & Marius-Gnanou, 2010).

2. Raison statistique:

Les agences de mesure statistique utilisent les divisions urbain/rural pour collecter les données démographiques et économiques. Cette division de l'espace entre urbain et rural biaise la recherche sur les dynamiques de population, notamment les migrations, et sur le processus d'urbanisation spontanée en œuvre dans les régions très peuplées considérées comme rurales.

Lors d'une présentation sur l'informel au Vietnam au Centre Culturel Français de Hà Nôi à l'occasion de la semaine de la Science, un collègue économiste de l'IRD et moi avons montré combien nos approches très différentes, en terme de méthode, approche macro/micro, nous amenaient à des résultats complètement opposés. Avec son équipe il avait effectué de lourdes enquêtes sur l'informel au Vietnam en utilisant des échantillons pris au Nord et au sud du pays, en zone urbaine et en zone rurale, selon les catégories officielles. Il démontrait qu'il y avait très peu d'intégration entre les entreprises formelles et informelles. Les échantillons de villages enquêtés ont été choisis selon leur représentativité et ne font pas l'objet de zonage. Cette vision uniforme de l'espace et de la dominance agricole de l'économie rurale n'ont pas permis de localiser les zones plus urbanisées et industrielles.

En revanche, les enquêtes qualitatives que j'avais faites dans une quarantaine de villages artisanaux et industriels, montraient une très forte intégration entre les entreprises informelles et formelles, notamment car les villages sont organisés en clusters. Ces clusters supra-communaux dépassent les divisions administratives et ne sont pas visibles par les statistiques administratives. Ils doivent être recomposés spatialement à partir de supports cartographiques.

Pour déjouer ce problème statistique, certains pays, comme l'Inde, offrent deux définitions de l'urbain : une administrative, les statury towns et une censitaire census town, la seconde.

- La « statury town » ou ville statutaire est la ville possédant au moins un des différents attributs suivants : un gouvernement local ou de cantonnement ou d'autres lieux de peuplement spécifiques. Cette définition très politique de la ville peut être manipulée par les autorités.
- La « census town » ou ville censitaire doit suivre les différents critères : une population au minimum de 5000 personnes, 75% de la PEA masculine travaillant dans le secteur non agricole et des densités d'au minimum de 400 habitants/km². Les 3000 villages n'ayant pas accès à ce statut ne remplissent pas la condition d'avoir une population économiquement active peu engagée dans l'agriculture.

3. Quelles catégories pour mieux définir les systèmes de peuplement ? Au delà de la dichotomie urbain/rural :

Depuis plusieurs décennies, des chercheurs, des statisticiens et des agents des organismes internationaux cherchent de meilleures catégories que celle de « urbain/rural » pour saisir les changements dans les systèmes de peuplement humains, la variété des formes d'urbanisation et accompagner leur développement en leur apportant des services appropriés. T. Champion et G. Hugo (2004) recensent différentes pistes développées depuis lors par ces chercheurs et insistent sur le fait que le contexte spatial importe pour comprendre les comportements démographiques des hommes (fertilité, mortalité, éducation...). et la difficulté à les saisir à travers des données statistiques traditionnelles.

Différentes options ont été proposées lors de nombreuses conférences internationales, mais elles reposent en général sur le contexte particulier des pays étudiés. La plupart des études concernent les pays très urbanisés, principalement les États-Unis et l'Europe occidentale, aux formes d'urbanisation très hétérogènes. Dans ces pays, des appellations pour diviser l'espace autour des

villes de façon plus complexe ont été proposées : régions métropolitaines étendues, zones métropolitaines, régions urbaines fonctionnelles, zones de migrations alternantes quotidiennes, aires de polarisation des marchés de main-d'œuvre...

a. L'introduction d'une troisième catégorie : le statut administratif intermédiaire des bourgs chinois

La Chine a établi une division du territoire beaucoup plus pragmatique et adaptée à la situation de fort peuplement de certaines régions, mais surtout à la transition économique très rapide des années 1980. Si le rôle de l'État reste élevé dans la gestion du territoire, au moins pour l'édiction de normes, de statut et l'attribution de budgets, après plusieurs décennies de gestion anti-urbaine, il a créé une entité administrative intermédiaire entre l'urbain et le rural permettant de regrouper, de contrôler et d'attribuer des moyens administratifs pour diversifier son économie, le bourg.

L'appellation *zhen* rassemble deux grands groupes : des villes marchés (*jizhen*) et des villes "désignées" (*jianzhi zhen*) dont le statut urbain a été approuvé par les autorités provinciales. Ils englobent toutes les capitales de comtés qui n'ont pas le statut national de cité *shi*, et ceux localisés dans les districts suburbains de cités *shi*.

À partir de 1980, il paraît alors nécessaire de développer de petits bourgs zhen à l'interface de la ville et de la campagne, pour éviter que les migrations rurales ne viennent submerger les villes moyennes, voire les capitales. À chaque statut d'agglomération, correspond une politique de développement. Dans le contexte chinois, de très fort peuplement et d'une nécessaire transition de l'agriculture vers une petite industrie manufacturière, le statut de bourg paraît plus approprié que celui de ville ou de village.

b. la création de zones métropolitaines pour représenter le continuum urbain

Pour mesurer ces processus d'urbanisation en dépassant la division traditionnelle des statistiques censitaires, certains chercheurs proposent de prendre en considération les zones autour des zones urbaines officielles dans l'étude de la dynamique de croissance de ces régions métropolitaines. C'est dans les zones immédiatement à l'extérieur de la région métropolitaine où l'expansion urbaine est marquée, que l'immigration est la plus intense et les mobilités professionnelles les plus rapides. Affirmer que le taux d'urbanisation en Asie du Sud-Est est faible et que la croissance urbaine lente est trompeur, car les études sur l'urbain n'incluent pas les zones à croissance rapide localisées en dehors des frontières métropolitaines. De plus, dans certaines régions dites rurales d'Asie du Sud-Est, comme la partie occidentale de Java ou l'État de Kelantan en Malaisie, les revenus des populations sont majoritairement d'origine non agricole. L'accès à des services urbains est de plus en plus facilité pour les populations rurales et l'on peut ainsi dire que l'urbain a envahi le rural. C'est pour cela qu' « une évaluation réaliste des besoins pour la planification des méga régions urbaines de l'Asie du Sud-Est nécessite une recherche intégrée sur la région métropolitaine plus large autour des métropoles » (Jones, 2002).

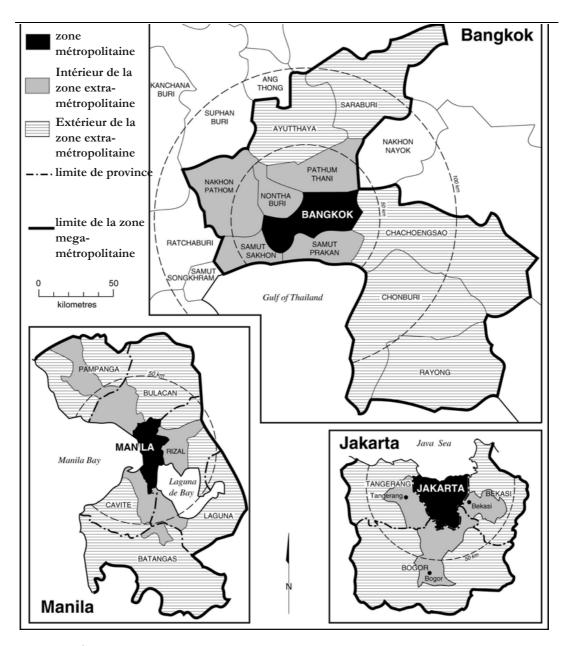


Figure n°3: Extension des méga régions métropolitaines de Bangkok, Manille et Jakarta

Source: Jones Gavin W., 2002.

Selon cet auteur, il paraît donc important que les recensements de population et les enquêtes offrent des chiffres concernant des zones adéquates pour une meilleure planification des infrastructures, même si elles débordent des limites administratives.

L'analyse morphologique à partir des systèmes d'information géographique et de l'imagerie satellitaire constitue une autre piste pour étudier la dynamique des petites agglomérations. L'espace bâti spécifique de ce que l'on peut nommer ville se distingue physiquement de son environnement et donc, il est possible de l'identifier comme tel. Cette méthode permet de mesurer et de comprendre les processus d'étalement urbain et de multipolarité dans les zones métropolitaines. Cependant, définir les types d'agglomérations avec cette méthode coute cher et requiert des manipulations et des interprétations complexes.

Enfin, partant de la conclusion qu'il y a plusieurs façons pour classer toute agglomération, les

auteurs insistent sur la mise en place d'unités de mesures très fines, au maillage des ilots plutôt que des communes ou des districts. Ces données pourraient ensuite être agrégées de différentes façons en fonction des objets d'études et de la finalité de l'usage des chiffres (statistique censitaire, projets de développement, recherche académique) (Champion & Hugo, 2004).

c. L'approche spatiale des desakota (desa : "village", kota : ville) en Asie très peuplée

Dans le contexte spécifique de l'Asie très peuplée, certains modèles, tel les *desakota*, ont été proposés pour qualifier les zones où un double processus d'urbanisation *in situ* et par étalement urbain se produit. *Le desakota* est un territoire régional multiforme où polarisation urbaine et urbanisation in-situ se mèlent.

Partant du constat de la transition urbaine différente dans l'Asie des Moussons très peuplée, T. Mc Gee a développé un modèle pour définir ces zones qu'il nomme le *desakota*. Il identifie des noyaux urbains localisés au sein d'espaces ruraux très peuplés où l'agriculture garde une place importante. L'originalité de ces régions tient à ce qu'elles s'industrialisent et diversifient leurs modes d'occupation et de consommation de l'espace sans exode rural, ni explosion urbaine. Cet espace économique métropolitain serait composé de 5 sous-espaces (figure n°4):

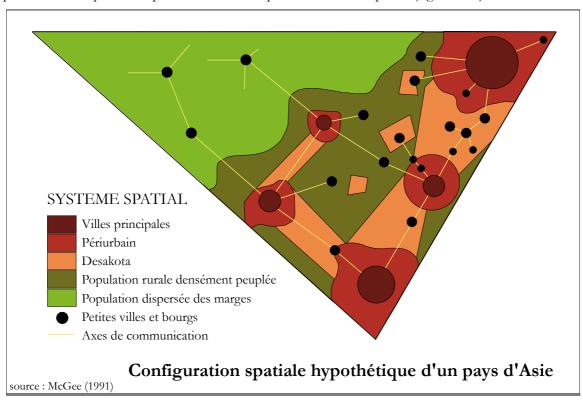


Figure n°4: Schéma de desakota selon McGee (Pauchet & Oliveau, 2008)

- Les villes principales de la hiérarchie urbaine qui sont souvent en Asie dominées par une ou deux grandes villes ;
- La zone périurbaine au sein de laquelle les migrants pendulaires évoluent quotidiennement entre leur domicile et leur travail en centre ville, zone d'impact de la ville ;
- Le *desakota* : est une zone à densité élevée de population liée à la pratique de la riziculture irriguée, caractérisée par une forte mixité économique (agriculture et activités non agricoles) le

long de corridors entre les différentes villes de la zone, une dynamique propre et qui n'est pas uniquement sous influence de la ville;

- La zone rurale densément peuplée à vocation rizicole intensive ;
- La zone frontière où sont envisagés les projets d'aménagements (urbains comme agricoles).

Ce modèle se décline sous différentes formes dans l'Asie rizicole densément peuplée où des zones agricoles très intensives coexistent aux côtés des centres urbains. Le niveau de développement de ces desakota dépend de la diversification des activités, de la part du secteur non agricole dans le PNB et de la valeur des investissements. On rencontre trois types de desakota en fonction de l'importance donnée à l'industrie et au développement de la zone périphérique des centres urbains.

Cependant, les zones de *desakota* ne sont pas reconnues sur le plan administratif par l'administration nationale comme locale. Les règles d'urbanisme ne pouvant pas s'appliquent dans les zones dites-rurales et il est difficile pour l'État de les faire respecter, malgré l'évolution rapide de la structure économique des régions. Cette incapacité de l'État à imposer ses normes est particulièrement encourageante pour les petits producteurs du «secteur informel» qui éprouvent des difficultés à se conformer aux normes de production et à la législation du travail en ville.

d. La nécessité d'aller au delà de la conception de l'agglomération urbaine proposée par les Nations Unies et trouver des formulations adaptées aux nouvelles formes d'urbanisation.

Tout en maintenant la division urbain/rural, certains chercheurs ou acteurs du développement proposent de mieux définir ce qui est urbain de ce qui est rural en ajoutant de nouveaux critères à ceux de la taille ou la densité, comme l'accessibilité. L'accès aux biens et aux services de base détermine la qualité de vie et son coût et influe sur les pratiques démographiques des populations. Ce critère intègre à la fois la distance mais aussi la capacité socio-économique des populations à accéder à des services (présence de moyens de transports, moyens financiers pour y accéder...). De même, la variation du niveau de l'accessibilité à des services tels que l'éducation et la santé peut influencer le comportement démographique plus que ne le fait le niveau d'urbanisation (Champion, Hugo & Lattes, 2003). Aux États-Unis, le service de la statistique en charge du recensement de 2000 a introduit le critère de 25% des résidents migrants quotidiennement en ville pour définir les localités appartenant à une aire métropolitaine.

e. L'approche morphologique des petites villes par e-Géopolis

Aux approches fonctionnalistes réductrices sur le rôle administratif ou économique des villes au sein du territoire, certains géographes ont répondu par une approche morphologique et s'intéressent à la taille des agglomérations, à leur effet masse et à leurs besoins en équipements. Pour analyser le processus d'urbanisation, ils proposent de s'émanciper du statut administratif des localités, chaque pays ayant sa propre définition. Une telle démarche a été appliquée par des chercheurs du CNRS en Égypte et en Inde.

L'équipe de e-Géopolis s'attache à étudier la dynamique des agglomérations morphologiques de plus de 10.000 habitants et d'en dégager les caractéristiques majeures. Elle donne une vision

alternative de la distribution du peuplement urbain en se basant sur le poids de la strate inférieure du réseau urbain non reconnu. Elle suit les recommandations des Nations Unies pour assurer la comparaison de l'urbanisation dans le monde : toutes les agglomérations morphologiques comptant au moins 10.000 habitants. Cette méthode permet de redonner une place plus importante aux petites villes dans les études sur l'urbanisation contemporaine complètement focalisées par la métropolisation. Moriconi-Ebrard (1994) rappelle que la moitié de la population urbaine vit dans ce type d'agglomérations.

Le choix du seuil de 10.000 habitants correspond à un regroupement de population pour lequel la question d'une mise à niveau des équipements collectifs (accès à l'eau, traitement des eaux usées, formation professionnelles dans un contexte où l'agriculture n'offre pas assez d'emplois) se pose. En effet, à ce degré de regroupement, une approche globale, en réseau, de l'accès à l'eau et du traitement des eaux usées s'impose, surtout dans le contexte d'une agriculture irriguée. De même, avec la complexification des interactions, la diversification des activités et donc le déclin de l'emploi direct par l'agriculture, le besoin de qualification de la main-d'œuvre locale se fait plus pressant. Les exigences en matière de formation dépassent désormais le simple besoin d'alphabétisation, la professionnalisation s'impose Même si une agglomération de 10.000 habitants n'est pas un gage d'urbanité, l'ingénierie à mettre en place pour ces équipements devient dès lors urbaine (Denis, 2007).

Si l'on prend en compte les agglomérations rurales de plus de 10.000 habitants, l'Égypte passe de 50% officiellement urbain à 70%, tandis que l'Inde, 31% à 38%. Le même exercice pour le delta du fleuve Rouge, donnerait des taux d'urbanisation bien supérieur à 29%.

Le taux d'urbanisation officiel en Inde en 2011 est de 31%, taux très faible au regard de la densité de population générale du pays (363 hab./km² en 2011). La prise en compte des agglomérations rurales de plus de 10.000 habitants dans le réseau urbain fait passer le taux d'urbanisation à 37%. En 2011, ce sont donc 100 millions d'indiens qui vivent dans des agglomérations rurales de plus de 10.000 habitants (Denis & Marius-Gnanou, 2011). Il existe une grande variation de l'attribution du statut de l'urbain aux agglomérations selon les États, notamment pour des raisons politiques.

Alors qu'à l'époque de Gandhi, les villages étaient considérés comme l'âme du pays, la vision néolibérale et mondialisée de la ville domine dorénavant. Les mégapoles sont considérées comme le moteur du développement, et notamment le lieu de l'investissement des capitaux étrangers. Ces villes doivent acquérir un standard international et sont liées entre elles au détriment de leurs relations avec leur hinterland, véritable réserve foncière pour les projets urbains (résidentiels, industriels et routiers). Les gouvernements se focalisent désormais sur ces grandes villes embarquées dans le processus de mondialisation, au détriment des plus petites.

La population des marges des grandes villes, réservoirs de main-d'œuvre pour certaines, n'a pas accès aux services et infrastructures adaptées à leurs conditions d'urbains. On compte ainsi 27 millions d'indiens vivant dans de telles bourgades, qui malgré le manque d'infrastructures urbaines, sont très dynamiques sur le plan économique. Lorsque l'on étudie la taille des agglomérations dans les corridors industriels, on remarque la part élevée qu'elles jouent dans le développement (Moriconi-Ebrard, Denis & Marius-Gnanou, 2010).

Cette approche a permis aux chercheurs de e-Géopolis de remettre en cause la domination du modèle métropolitain valorisé par les agences internationales comme étant le moteur du développement économique et d'avancer le concept de contre-métropolisation qui s'opère dans les agglomérations de rangs inférieurs devenues des filtres de l'exode rural. La sous-estimation du rôle des petites agglomérations repose sur le fait que ces agences n'ont pas les outils de mesure statistiques pour déceler leur poids dans la hiérarchie urbaine. Les chercheurs suggèrent aussi que ce mode de mesure de la métropolisation va dans le sens du plaidoyer en faveur d'une polarisation croissante des très grandes villes.

Elle gagnerait à être couplée à des mesures de gradients d'urbanité des agglomérations pour enrichir la réflexion sur les petites villes. L'approche morphologique de l'urbain gagnerait à être enrichie par une typologie des agglomérations caractérisées par leurs fonctions, leur place dans le réseau des pôles économiques, leur histoire économique, leur gradient d'urbanité, dont la mesure reste à définir. Les relations que les bourgs non qualifiés d'urbain entretiennent avec leur hinterland, telles que je les ai présentées dans le cas des clusters de villages de métier, montrent combien l'organisation en réseau des territoires peut-être aussi importante que la taille des agglomérations.

4. Comment étudier l'urbanisation *in-situ* dans les régions déjà très peuplées : le cas des deltas du Nil et du fleuve Rouge?

Les différentes formes d'agglomération de la population dans les zones rurales très peuplées des deltas du Nil et du fleuve Rouge sont le produit de dynamiques économiques et spatiales liées à l'intensification des systèmes de cultures, à la pluriactivité et à l'émergence de nouvelles activités non-agricoles, principalement l'artisanat et l'industrie. Partie sur le constat que les communes les plus peuplées des deltas du Nil et du fleuve Rouge (+ de 1500 hb./km2) enregistrent en général des taux d'accroissement démographiques les plus élevés, et ce notamment dans les villages de plus de 10.000 habitants, j'en suis venue à étudier la densification du peuplement sous l'angle de *l'urbanisation in-situ*.

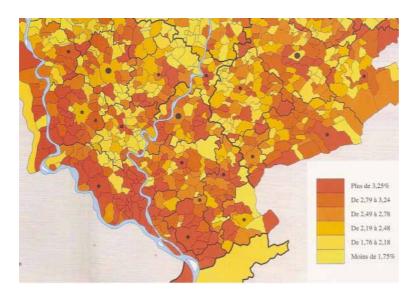
Cette urbanisation *in situ* est fondée sur la densité et la diversité des activités et des hommes, sans intervention spécifique des pouvoirs publics dans l'aménagement de leur territoire. Ce processus spontané est à distinguer des différentes formes d'urbanisation impulsées par l'État à travers le déploiement de l'armature urbaine et l'attribution de compétences territoriales aux villes, la promotion de communes rurales en villes ou quartiers urbains, et celles liées aux forces du marché, au développement économique et à la métropolisation avec la construction de nouveaux quartiers résidentiels et de zones industrielles le long des grands axes autoroutiers.

Pour comprendre comment un espace déjà très peuplé supporte de continuels excédents démographiques, il importe tout d'abord de localiser les niveaux de densités et leur dynamique dans le temps. L'analyse de ces dynamiques est très complexe car une multitude de facteurs que l'on ne peut observer qu'à des échelles très variées - des phénomènes économiques, liés à des logiques d'investissements de la mondialisation, aux stratégies des villageois pour se maintenir sur place – interfèrent.

Allier la cartographie de facteurs démographiques, économiques et sociaux à des enquêtes ciblées

auprès de différentes catégories de villageois et d'acteurs politiques et économiques qui interviennent dans des villages, choisis en fonction de leurs particularités démographiques ou de localisation, me paraît être un moyen pour dénouer les écheveaux de cette extraordinaire complexité, ou tout au moins dans un premier temps d'en donner une description.

Dans le delta du Nil, entre 1976-1986, on assiste de ce fait à un mouvement de plus en plus marqué d'agglomération de la population dans de grosses bourgades ou dans la périphérie des grandes villes, alors que les régions de la périphérie du delta, exception faite des périmètres bonifiés, stagnent et continuent à être marquées par l'exode rural. L'étude des mouvements démographiques a, en effet, montré que les principales dynamiques à l'œuvre sont désormais celles impulsées par les grandes villes du delta et surtout Le Caire.



<u>Figure n°5</u>: Taux d'accroissement annuel de la population (1976-1986) dans le Haut-delta du Nil (Fanchette, 1997)

Ainsi sur la carte des taux d'accroissement de la population entre 1976 et 1986 (figure n°12), on remarque que les chefs-lieux de province (point noir de plus grande taille) ont des valeur faibles et moyennes (inférieures à 2,18%), que les communes qui les entourent, en revanche, enregistrent des taux élevés, témoignage du processus de périurbanisation autour de ces villes moyennes. Les communes au nord du gouvernorat du Caire (en bas de la carte) où les densités sont les plus élevées ont cru à un rythme très rapide entre les deux recensements, de même que celles installées sur les bourrelets à l'apex du delta.

La typologie des petites villes sans statut administratif et des bourgs montre la dynamique démographique et la diversification économique. La diversification des emplois occupés par la main-d'œuvre et la densification du tissu "urbain" sont deux des marques principales de la pénétration des modes de vie "urbains".

Ces agglomérations de plus de 10.000 habitants sont les lieux les plus actifs des transformations socio-économiques engagées dans le delta depuis les années 1970. La densification du réseau urbain, avec l'agglomération de plus en plus nette de la population dans ces bourgs de plus de 10.000 habitants, a activé l'urbanisation *in situ*. Ces localités, sans jouer véritablement un rôle de ville pour certaines, injectent dans leur périphérie rurale les ferments d'une urbanisation de plus

en plus dynamique des modes de vie et des modes de production. Elles offrent, même s'ils ne sont pas très nombreux, des emplois non-agricoles, des logements en location et scolarisent les ruraux des villages limitrophes, mais surtout véhiculent une image urbaine des modes de vie auprès de ces ruraux en rupture de plus en plus nette avec le monde agricole.

L'étude de l'industrialisation rurale et de l'agglomération de la population et de la main-d'œuvre dans les clusters est un autre moyen d'aborder le processus d'urbanisation des campagnes. Dans les pays à économie administrée et où l'industrialisation rurale est très ancienne, le renforcement du rôle des clusters peut être une étape intermédiaire au développement industriel du pays et un contrepoids aux politiques favorisant la grande industrie financée par les capitaux étrangers. Il se nourrit d'un processus d'urbanisation *in situ* qu'il alimente à son tour en créant une division du travail, une spécialisation des espaces avec l'allongement de la chaîne de production et la création de nouveaux services. La venue de nouveaux migrants et leur intégration dans l'espace villageois de la chaîne de villages organisés en cluster renforce le poids démographique de ces villages qui se densifient et se verticalisent dans un espace où la pression est très forte et le prix des terres s'envole.

Dans le delta du fleuve Rouge, les activités industrielles et artisanales occupent plus d'un quart de la population dite rurale avec une augmentation de cette part dans les environs de Hanoi. Les villages rizicoles ont développé des activités artisanales et commerciales depuis, pour certains, plus de 1000 ans, date de la création de Hà Nôi. Cette pluri-activité caractérise les plaines rizicoles très peuplées. La cartographie des villages de métier et de leur évolution numérique dans le temps permet d'étudier le processus d'urbanisation in situ dans ces villages de métier et leur organisation en cluster. Un autre processus d'élargissement des pôles de main-d'œuvre dans les villages des alentours d'un centre artisanale est la création de nouveaux services dans les villages voisins et de l'extension de la chaine de production dans l'espace. On assiste à deux types de mouvements : un lié à la division du travail créée par la sophistication du traitement de la matière première ou/et du produit fini, comme dans les villages de la soie, l'autre est lié à la mécanisation.

L'approche diachronique montre combien des villages ont été intégrés progressivement dans ces clusters avec l'allongement de la chaine production et l'extension de la zone d'embauche et de production de ces clusters. La division du travail au sein du cluster s'organise à plusieurs niveaux, entre les villages, entre les entreprises d'un même village et entre les entreprises sous-traitantes et des grosses usines installées dans les zones industrielles. Pour mieux mesurer l'importance de ces relations et de leur nature, il m'est apparu nécessaire de les cartographier en m'appuyant sur les statistiques et les enquêtes dans plusieurs villages (figure n°6).

Les enquêtes au sein d'une typologie de villages ont pour but d'étudier l'organisation du travail au sein de la chaine de production, la diversification de l'économie (développement de services, de commerces, de nouveaux métier liés à l'activité artisanale et à l'élévation du niveau de vie de la population et de la venue de populations extérieures), la polarisation des migrants et la sous-traitance des activités entre village-donneurs d'ordre et villages spécialisés. Ces processus en lien avec la densification du peuplement et l'ouverture des villages sur l'extérieur participent à l'urbanisation de la ces localités dénuées du statut urbain et invisibles dans les statistiques officielles.

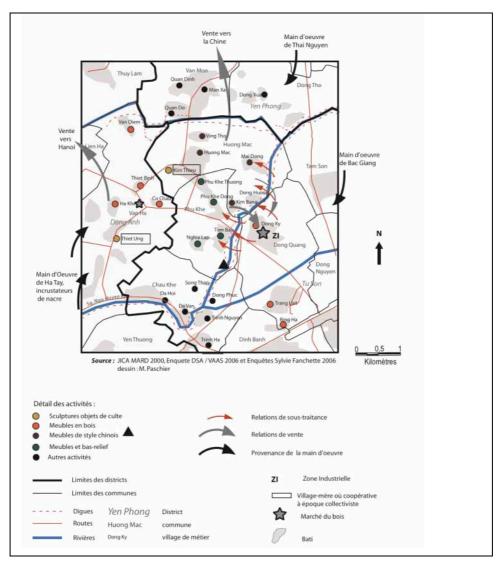


Figure n° 6: Relations entre les villages du cluster de meubles d'art de Dong Ky

La cartographie de données démographiques et économiques spatialisés à un maillage fin (la commune) permet de s'émanciper de la définition administrative des unités censitaires et de reconstruire des systèmes de peuplement en fonction des objets d'étude. La cartographie est donc un outil indispensable pour pallier les insuffisances des statistiques censitaires dans l'étude du processus d'urbanisation lié à la densification du peuplement et à la différenciation des espaces et des activités.

Bibliographie

Boquet Y., 2009 – « Le taux d'urbanisation de la Chine », Les populations de la Chine, Espace populations sociétés n°3, pp. 369-371.

Champion T. & Hugo G., 2004 – "Introduction: Moving Beyond the Urban-Rural Dichotomy". In Champion T. & Hugo G. (eds): New Forms of Urbanization. Beyond de Urban-Rural Dichotomy, Chapter 1, Ashgate, U.K., pp. 3-24.

Champion T., Hugo G. & Lattes A., 2003 – "Toward a New Conceptualization of Settlements for Demography", *Population and Development Review*, Vol. 29, No. 2, pp. 277-297.

Denis E., 2007 – « Des villes introuvables ». In Denis E. (eds): Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écoumènopolis?, Karthala/Cedej, pp. 7-36.

Denis E, Mukhopadhyay P. & Zérah M.H., 2012 – "Subaltern Urbanisation in India", Review in Urban Affairs, vol XLVII, n°30, pp. 52-62.

Fanchette S., 1997 – Le delta du Nil densités de populations et urbanisation des campagnes, Urbama, fascicule de recherche n°32, 389 p.

Fanchette, S., 2014 – Les deltas du fleuve Rouge et du Nil: conditions pour une densification élevée du peuplement, HDR en Géographie, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8, mai 2014, mémoire sous la direction de Luc Cambrézy, 345 p.

Gentelle P., 1992 – La Chine: l'irrésistible urbanisation, La Documentation Française, Problèmes politiques et sociaux n° 682, 61 p.

Guilmoto C. Z. & Oliveau S., 2014 (à paraître) – « Population ditribution across Asia », in Routledge Handbook of Asian Demography, 15 p.

Jones Gavin W., 2002 – "Southeast Asian urbanization and the growth of mega-urban regions", *Journal of Population Research* Volume 19, Issue 2, pp. 119-136.

Ma Rong, 1990 - "Le développement des petits bourgs et la modernisation de la Chine", Sciences sociales de Chine, Pékin, in : Gentelle P., 1992.

McGee, T. G., 1991 - "The emergence of desakota regions in Asia: expanding a hypothesis". In Ginsburg N., Koppel B. & McGee T. G. (dir.), *The extended metropolis. Settlement transition in Asia*: University of Hawaii Press, Honolulu, pp. 3-26.

Moriconi-Ebrard F., 1994 – GEOPOLIS: pour comparer les villes du Monde, Economica, Anthropos, Collection Villes, Paris, 246 p.

Moriconi-Ebrard F., Denis E. et Marius-Gnanou K., 2010 - « Repenser la géographie économique. Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Débats, La Banque Mondiale et la géographie, mis en ligne le 20 mai 2010.

Sanjuan Th., 1996 – « Qu'est-ce qu'une population urbaine en Chine ? L'exemple du delta de la rivière des Perles (province du Guangdong) », Géographie et cultures, Paris, n°19, pp. 33-49.